

Tout reste à faire pour le Plaza Art

Mons Ecolo attend de se prononcer sur le cahier des charges et le financement des travaux.

Jeudi, Valérie De Bue (MR), ministre des pouvoirs locaux, acceptait de libérer les 4,5 millions d'euros nécessaires à une rénovation complète et une remise aux normes de sécurité du cinéma Plaza Art, fermé depuis la semaine dernière. Si cette confirmation a été saluée par l'ensemble de la classe politique, tout reste à faire et les critiques continuent de fuser.

Du côté d'Ecolo notamment. *“Nous nous réjouissons évidemment que la solution financière annoncée depuis près de deux ans semble enfin concrétisée. Néanmoins, les défis restent de taille”*, annonce Charlotte De Jaer, cheffe de file. *“Concernant les plans du futur cinéma, alors que la majorité voulait nous faire approuver le cahier des charges mardi, force est de constater que l'opposition a eu raison d'attendre; deux jours plus tard, il s'avère que le budget pourra être revu à la baisse.”*

Démolir l'intérieur du bâtiment

En effet, dans une communication diffusée à l'ensemble des conseillers communaux, le bourgmestre, Elio Di Rupo (PS), explique que l'architecte pouvait *“envisager de démolir le bâtiment à l'intérieur et tout reconstruire à un coût moindre que celui actuellement prévu”*, compte

tenu que le bâtiment restera totalement inaccessible au public.

“Dès que les écologistes auront les futurs plans en main, ils seront attentifs à éviter les dépenses de prestige inutiles. Les Montois ont besoin d'un cinéma confortable et sécurisé le plus vite possible. Des projets comme une salle de projection extérieure doivent être oubliés. Visons la qualité, pas l'esbroufe.” Et d'ajouter : *“Nous restons inquiets quant à la continuité de l'activité du Plaza pendant les travaux. Il faut à tout prix éviter que le public ne soit attiré ailleurs.”*

Il faut que le Plaza continue à vivre

Pour les verts, *“des contacts doivent être pris en dehors de la sphère communale”* afin que la Plaza continue à vivre en dehors des murs, le maintien de la subvention doit être garanti par la ministre et la question de la gouvernance doit être repensée. *“Le conseil d'administration doit intégrer des représentants des usagers et des travailleurs, des associations partenaires et une pluralité de couleurs politiques.”*

De son côté, Georges-Louis Bouchez (MR) a une nouvelle fois regretté que les documents réclamés (les rapports des pompiers des dix dernières années et cahier des charges évoqué ce mardi en conseil) n'aient toujours pas été transmis aux conseillers. *“Si le collège ne les a pas fournis pour ce début de semaine, nous ferons un recours auprès de la tutelle”*, promet-il.

Emeline Berlier